

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE BEAUNE

ACTION NATIONALE pour le RENOUVEAU ÉCONOMIQUE et SOCIAL



René JULLIEN 7, Rue de Sceaux, BEAUNE.

COMPTABLE AGRÉÉ, Expert près les Tribunaux. Chargé de cours à l'Ecole de Viticulture et d'Agriculture de BEAUNE. Diplômé E.S.C. DIJON. Réfractaire au S.T.O. Membre du G.N.R.M.

Remplaçant éventuel:

Gilbert GAUT

Lieutenant de réserve. Croix de Guerre. Combattant volontaire de la Resistance. Ex-conseiller National du R.P.F.

OBJECTIFS:

A. - ASSAINISSEMENT FINANCIER

- Défense de la valeur du franc.
- Large système de simplification et de détente fiscale.
- Garantie de la prépondérance des intérêts nationaux dans la gestion des affaires nationalisées.
- Recherche d'une économie rationnelle pour un meilleur rendement dans un climat de répartition équitable des ressources et des produits.
- Expansion économique : Politique d'investissement dans l'agriculture, l'industrie et le commerce qui doit être la clé du bien-être familial comme du travail plus productif.

B. - AGRICULTURE

I. — Amélioration de la productivité.

- 1° Produire plus (sans augmenter les coûts de production dans la même proportion).
- 2° Produire moins cher en s'efforçant de réduire les prix de revient.
- 3° Vulgarisation des techniques : de culture, d'alimentation, de sélection.
- 4° Investissement dans du matériel permettant d'effectuer plus rapidement certains travaux.
- 5° Mise en place des formules de commercialisation.
- 6° Formation technique de la jeunesse afin de permettre à l'agriculteur de connaître à fond ses moyens pour pouvoir s'en servir judicieusement.
- L'Agriculture doit rester la force saine de la France en maintenant les jeunes dans les milieux ruraux, en maintenant la femme au foyer, en modernisant l'agriculture.
- II. Adapter les prix agricoles sur les prix industriels.
- III. L'Aide sociale agricole doit être la même que l'Aide sociale industrielle et commerciale.

C. - INDUSTRIE

Dans le cadre de la décentralisation, il faut attirer les industries nouvelles pour les implanter dans notre région. Il faudra prévoir :

- 1° L'aménagement de zones d'habitations pour implanter ensuite des centres industriels.
- 2° Les groupements industriels devront poursuivre leurs efforts de rationalisation et de conversion.

Face au marché commun, nous devrons avoir le courage et la persévérance pour permettre au mécanisme de se roder en coordonnant les efforts jusqu'alors dispersés et en étudiant les questions à fond et en éclairant l'opinion.

D. - COMMERCE

- A) FISCALITÉ: 1° Réforme et aménagement de la patente.
 - 2° Normalisation de la T.V.A., de la T.P.S. et de la T.L. en taux uniques avec suppression des taux majorés.
 - 3° Admettre la déduction des impôts payés T.P. et S.P. (c'est un illogisme de payer des impôts sur des impôts).
 - 4° Etalement pour le paiement des impôts.
 - 5° Suppression des super-impôts peu productifs et difficiles à asseoir et à contrôler.
 - 6° Mesures à prendre pour une réelle simplification de la fiscalité, notamment assouplissement et régularité en matière de contrôles fiscaux.
 - 7° Etude sérieuse des possibilités de la mise en application progressive des modalités de l'impôt sur l'énergie.
- B) CRÉDIT:
- Pour faire face à la menace de récession économique il faut prévoir une détente et un assouplissement des réglementations du crédit, pratiquer une politique d'investissement et axer notre production en vue de l'exportation.

E. - QUESTIONS SOCIALES

Nous préconisons une doctrine sociale, cohérente, hardie, génératrice de progrès. Nous voulons un renouveau constructif en prenant l'initiative des progrès sociaux.

Nous répudions la lutte des classes. Nous condamnons le capitalisme parasitaire et spéculatif.

Nous recherchons l'esprit de communauté entre les chefs d'entreprise et les ouvriers facteurs de production.

Sous la forme d'ASSOCIATION CAPITAL - TRAVAIL, nous préconisons :

- 1° La participation aux résultats de l'entreprise par un salaire proportionnel lié aux résultats de la productivité.
- 2° La participation progressive et proportionnée à la gestion de l'entreprise.
- 3° Participation progressive et proportionnée au capital.

F. - AIDE AUX VIEUX ET AUX ECONOMIQUEMENT FAIBLES

Nous préconisons le contrôle et l'adaptation de cette aide avec l'échelle mobile des prix.

G. - PAIX ET PROBLÈMES D'ALGÉRIE

Ici rénovation et fraternité, cela veut dire qu'entre les communautés, qu'entre les catégories d'habitants de l'Algérie, d'un bout à l'autre, toutes les barrières, tous les privilèges doivent tomber, cela veut dire que pour les dix millions de Français d'Algérie, il ne doit plus y avoir qu'un seul devoir.

La rénovation et la fraternité sont ainsi fondées sur le principe de l'égalité des droits et des devoirs. C'est dans ce cadre de pensée que s'inscrit l'appel aux combattants du F.L.N. pour la paix, toute négociation avec l'organisation extérieure et étrangère du F.L.N. étant exclue.

H. - DÉFENSE NATIONALE

Défendre l'armée contre la subversion, préserver son unité, c'est défendre le pays.

Cette tâche sera menée à bien, si la nation unie à son armée lui apporte son soutien total et affectueux. Nous combattrons toute propagande qui inconsciemment participe à cette subversion, qui conduit insensiblement à la mauvaise conscience et crée un climat de malaise.

Armée et Nation doivent former un bloc dont la solidité tient aux relations qui les réunissent et à la confiance réciproque qu'elles se témoignent.

DONNEZ SA CHANCE A LA FRANCE VIVE LA RÉPUBLIQUE VIVE LA FRANCE

VOTEZ René JULLIEN